





Bordereau de signature

PV du conseil municipal du 19 janvier 2017 01 19 2017 _
PV_pdf



| Signataire | Date | Annotation |
|--|------------|---|
| St Julien des Landes Pastell, St Julien des Landes Portail | 24/01/2017 |  Visa |
| Joël Bret, Maire de St Julien des Landes | 24/01/2017 |  Signature  Certificat au nom de Joel BRET (COMMUNE DE SAINT-JULIEN-DES-LANDES), émis par CERTEUROPE ADVANCED CA V4, valide du 07 janv. 2016 à 11:51 au 07 janv. 2019 à 11:51. |
| St Julien des Landes Portail | |  Archivé |

Dossier de type : DOCUMENT // Courrier

COMMUNE DE SAINT JULIEN DES LANDES
Département de la VENDEE
Conseil Municipal du jeudi 19 janvier 2017
Procès verbal

Nombre de conseillers :
en exercice : 15

Date de la convocation :
13 janvier 2017

L'an deux mille dix sept, le dix neuf janvier le Conseil Municipal légalement convoqué s'est réuni à la Mairie en séance publique à 19h00 sous la présidence de M Joël BRET, Maire.

PRESENTS : BRET Joël, BRIANCEAU Joseph, PILLET Mireille, GROSSIN André, TESSIER Jean, GUERINEAU Chantal, PHELIPPEAU Rémy, MERCIER Isabelle

EXCUSES : GROUSSIN Didier, RAIMONDEAU Jean-Marc, GODET Jean-Philippe, BOURIEAU Bénédicte, PERRAUDEAU Carole, GROSSIN Bénédicte, CHAIGNE Amandine

A 19h15, le quorum étant atteint, le conseil municipal peut délibérer valablement en application des dispositions de l'article L2121-17 du CGCT

DESIGNATION DU SECRETAIRE DE SEANCE : PILLET Mireille

APPROBATION DES PROCES VERBAUX DES SEANCES DU 15 décembre 2016 :

Monsieur le Maire demande aux conseillers municipaux s'ils entendent approuver le procès-verbal de la séance du 15 décembre 2017.

Le procès verbal est adopté à l'unanimité.

DECISIONS

Par délibération du 17 avril 2014 et conformément à l'article L2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil municipal a donné délégation au Maire pour prendre certaines décisions. M le Maire doit rendre compte à chacune des réunions obligatoires du Conseil Municipal.

| | | | | | |
|------------|--------------|------------------------------|--|----------|----------|
| 04/01/2017 | Cimetière | Famille AUGER | Renouvellement concession D73 | | |
| 05/01/2017 | Accord cadre | CONTACT | Buffet - Vœux du Maire | 350,00 € | 420,00 € |
| 09/01/2017 | Cimetière | Famille GIRAUDEAU- CHOPIN | Renouvellement concession A86 | | |
| 09/01/2017 | Cimetière | Famille MICHON-PAPIN | Renouvellement concession D29 | | |
| 09/01/2017 | Accord cadre | SARL RICHER | Piquets - Espaces Verts | 280,00 € | 336,00 € |
| 09/01/2017 | Accord cadre | VENDEE LOCATION | Location mini pelle + Remorque - Plantations | 263,07 € | 315,68 € |
| 11/01/2017 | Accord cadre | BOUTIN PEPINIERE | Végétaux - Plantations Naissance/Arbre | 857,00 € | 942,70 € |
| 12/01/2017 | Accord cadre | MARMIN PEPINIERE | Végétaux - Haie Salle Polyvalente | 440,50 € | 484,55 € |
| 13/01/2017 | Accord cadre | TESSON Laurent | Aménagement divers - Atelier Municipal | 91,17 € | 109,40 € |
| 16/01/2017 | Accord cadre | PRAUD Thierry | Travaux plomberie - Salle Culturelle | 544,65 € | 653,58 € |
| 17/01/2017 | Accord cadre | BOULANGER | Lave-linge et Sèche-linge - Salle Polyvalente | 831,66 € | 998,00 € |

DOSSIERS POUR DELIBERATIONS

Réf. 01 – Adhésion à la démarche de consultation en vue d'une souscription au contrat de groupe assurance des risque statutaires

Le Maire expose :

Le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de la Vendée relance une procédure de consultation en vue de conclure un nouveau contrat groupe d'assurance des risques statutaires du personne, pour une période de 4 ans à compter du 1^{er} janvier 2018.

Ce contrat groupe permet aux collectivités et établissements publics intéressés de disposer de taux intéressants, en raison d'une part d'un effet de masse, et d'autre part d'une mutualisation des risques pour les structures qui comptent un nombre d'agents affiliés à la CNRACL inférieur à des seuils qui restent à définir (ce seuil est fixé à 30 agents dans le contrat actuel).

Le contrat, souscrit en capitalisation et non pas en répartition (c'est-à-dire que les sinistres nés pendant la période d'assurance continuent d'être pris en charge par l'assureur au moment de la naissance du sinistre, même au-delà de la fin du contrat), permet de garantir tous types de risques (maladie ordinaire, maternité et paternité, longue maladie et maladie de longue durée, accident de travail et maladie professionnelle, décès), avec éventuellement des choix possibles pour réaliser une part d'auto-assurance par le biais de franchises par exemple. En outre, la collectivité peut choisir d'opter pour le remboursement de tout ou partie des charges patronales.

La procédure que va lancer le Centre de Gestion se fera sous la forme d'un marché négocié, compte tenu de la spécificité forte de ce type de contrat et des aléas qui sont difficilement quantifiables au moment de l'établissement du cahier des charges.

L'engagement des collectivités et établissements publics, à ce stade de la procédure, ne porte que sur l'intégration dans le panel des structures souhaitant participer à l'appel d'offres. L'assemblée sera à nouveau consultée lorsque le résultat de l'appel d'offres sera connu, afin qu'elle se prononce, au vu des propositions chiffrées, sur son éventuelle adhésion définitive au contrat groupe conclut avec l'assureur retenu.

Le Maire propose à l'assemblée de donner mandat au Centre de Gestion pour intégrer la « collectivité ou établissement public » dans la procédure de consultation en vue de la conclusion d'un contrat groupe d'assurance des risques statutaires du personnel, étant bien précisé que la collectivité (l'établissement) sera à nouveau consulté, à l'issue de la procédure de consultation, pour se prononcer sur l'adhésion au contrat groupe, au vu des propositions chiffrées proposées par l'assureur.

VOTE :

Le Conseil Municipal à l'unanimité décide de donner mandat au Centre de Gestion pour intégrer la « collectivité ou établissement public » dans la procédure de consultation en vue de la conclusion d'un contrat groupe d'assurance des risques statutaires du personnel, étant bien précisé que la collectivité (l'établissement) sera à nouveau consulté, à l'issue de la procédure de consultation, pour se prononcer sur l'adhésion au contrat groupe, au vu des propositions chiffrées proposées par l'assureur.

Réf. 02 - Demande d'exonération de la taxe d'aménagement par Vendée Logement concernant le projet de construction du béguinage

M le Maire indique que le permis de construire pour le béguinage a été déposé le 20 décembre dernier. Vendée logement demande à la collectivité l'exonération de la taxe d'aménagement afin d'assurer l'équilibre financier relativement précaire de l'opération projetée.

M le Maire précise que le Conseil Municipal peut renoncer à percevoir la taxe d'Aménagement en tout ou partie sur les constructions édifiées pour leur compte ou à titre de prestations de service par les organismes d'HLM.

Vu la délibération du Conseil Municipal en date 26 octobre 2015 du instituant la Taxe d'Aménagement sur le territoire de la commune,

M le Maire demande au Conseil Municipal à compter de ce jour de renoncer à percevoir en totalité la taxe d'Aménagement sur les constructions de logements sociaux édifiées pour leur compte ou à titre prestataire de services par les Organisme d'HLM.

VOTE :

Le Conseil Municipal à l'unanimité décide à compter de ce jour de renoncer à percevoir en totalité la taxe d'Aménagement sur les constructions de logements sociaux édifiées pour leur compte ou à titre prestataire de services par les Organisme d'HLM.

Réf. 03 - Sydev : mise en place d'une convention annuelle unique pour les travaux de rénovation

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu l'arrêté préfectoral n°2013-D.R.C.T.A.J/3- 794 relatif à la modification des statuts du SyDEV,

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 17 octobre 2008 relative au transfert de la compétence " Eclairage " au SyDEV,

Dans le cadre de l'exercice de sa compétence éclairage, le SyDEV souhaite réduire les délais de gestion des dossiers de rénovation.

Il propose donc, outre la réduction des délais d'étude et la constitution d'un stock de matériel, que notre collectivité définisse une enveloppe budgétaire annuelle qui serait attribuée aux travaux de rénovation du parc d'éclairage.

En cas d'accord sur cette convention : *

- Le Sydev engage automatiquement les travaux de rénovation, dans la limite du montant budgétaire maximum
- A chaque commande, il en informe la collectivité et lui envoie un avis des sommes à payer
- En cas de dépassement du montant maximum, un avenant est envoyé à la collectivité
- Le montant total de la participation est proposé pour 1 000 €

M le Maire demande au Conseil Municipal :

- De l'autoriser à signer la convention unique de rénovation de l'éclairage public n° 2016.ECI.0082, prévoyant un montant maximum de participation de notre collectivité à 1 000 €.

VOTE :

Le Conseil Municipal à l'unanimité décide d'autoriser M le Maire à signer la convention unique de rénovation de l'éclairage public n° 2016.ECI.0082, prévoyant un montant maximum de participation de la collectivité à 1 000 €.

Réf. 04 - Demande de subvention au titre de la DETR

M le Maire propose au Conseil Municipal de solliciter la DETR pour la rénovation et la mise en accessibilité de la salle polyvalente selon le programme définit ci-après.

| | Montant HT | Montant TTC |
|---|--------------------|--------------------|
| Rénovation extérieure | | |
| <i>Rénovation toiture/ JOCHARD Dimitri</i> | 975,00 € | 1 170,00 € |
| <i>Rénovation mur / JOCHARD Dimitri</i> | 725,00 € | 870,00 € |
| Sous total | 1 700,00 € | 2 040,00 € |
| Accessibilité salle polyvalente - Aménagement extérieur | | |
| Cheminement (fiche 34 APAVE) estimatif | 1 000,00 € | 1 200,00 € |
| Aménagement rue de l'industrie | | |
| Cheminement (fiche 36 APAVE) estimatif | 400,00 € | 480,00 € |
| Stationnement (fiche 37 APAVE) estimatif | 2 600,00 € | 3 120,00 € |
| Cheminement devant la salle polyvalente (220 m ² x 56.30 €HT), béton désactivé | 12 386,00 € | 14 863,20 € |
| Accès accessible PMR scène par l'extérieur (155 m ² x 21.30 € HT), enrobé noir | 3 301,50 € | 3 961,80 € |
| Sous total | 19 687,50 € | 23 625,00 € |
| Accessibilité de la salle polyvalente - Aménagement intérieur | | |
| Hall d'accueil (fiche APAVE 38 et 43) estimatif. Fait en partie (portes), reste aménagement du bar Devis TESSON Laurent | 1 604,00 € | 1 924,80 € |
| Sous total | 1 604,00 € | 1 924,80 € |
| Remplacement des baies vitrées | | |
| <i>Serrurerie Luçonnaise</i> | 31 789,00 € | 38 146,80 € |
| Sous total | 31 789,00 € | 38 146,80 € |
| Aménagement des salles de réunion | | |
| Salle de réunion 1 | | |
| <i>Menuiserie / TESSON Laurent</i> | | |
| 1 Meuble bas avec plan de travail | 793,00 € | 951,60 € |
| 2 laine de verre | 932,00 € | 1 118,40 € |
| <i>Plomberie / PRAUD Thierry</i> | | |
| 3 Evier | 271,59 € | 325,91 € |
| 4 Mitigeur | 62,20 € | 74,64 € |
| 5 Alimentation + vidange | 114,50 € | 137,40 € |
| 6 Condamnation de l'ancien évier | 40,00 € | 48,00 € |
| 7 Main d'œuvre | 480,00 € | 576,00 € |
| <i>Electricité / GAUVRIT Stéphane</i> | | |
| 8 création de 2 prises de courant | 70,00 € | 84,00 € |
| 9 Suppression prises existantes | 30,00 € | 36,00 € |
| <i>Carrelage / BABU Willy</i> | | |
| 10 carrelage | 1 127,50 € | 1 353,00 € |
| <i>Peinture / JOCHARD Dimitri</i> | | |

| | | |
|--|--------------------|--------------------|
| 1 Fourniture et application toile de verre + mise en peinture | 225,00 € | 270,00 € |
| Salle de réunion 2 | | |
| Menuiserie / TESSON Laurent | | |
| 1 Meuble bas avec plan de travail | 793,00 € | 951,60 € |
| 2 Placard | 940,00 € | 1 128,00 € |
| 3 Bloc porte | 289,00 € | 346,80 € |
| 4 dépose cloison, + bloc porte | 367,00 € | 440,40 € |
| Plomberie / PRAUD Thierry | | |
| 5 Evier | 271,59 € | 325,91 € |
| 6 Mitigeur | 62,20 € | 74,64 € |
| 7 Chauffe eau 30 l | 244,12 € | 292,94 € |
| 8 Cuvette WC | 255,50 € | 306,60 € |
| 9 Barre de maintien | 62,49 € | 74,99 € |
| 10 Tuyauterie cuivre et PVC | 138,10 € | 165,72 € |
| 11 Main d'œuvre | 480,00 € | 576,00 € |
| 12 alimentation | 108,30 € | 129,96 € |
| Electricité / GAUVRIT Stéphane | | |
| 13 création de 2 prises de courant | 70,00 € | 84,00 € |
| 14 déplacer une prise de courant | 30,00 € | 36,00 € |
| 15 création ligne chauffe eau | 200,00 € | 240,00 € |
| 16 Remplacement de l'inter à clé 2 positions | 125,00 € | 150,00 € |
| Carrelage / BABU Willy | | |
| 17 carrelages | 406,68 € | 488,02 € |
| Peinture / JOCHARD Dimitri | | |
| 1 Fourniture et application toile de verre + mise en peinture | 320,00 € | 384,00 € |
| 2 Fourniture et application toile de verre + mise en peinture WC | 285,00 € | 342,00 € |
| Sous total | 9 593,77 € | 11 512,52 € |
| Laverie | | |
| Electricité / GAUVRIT Stéphane | | |
| 1 modification électrique de l'éclairage (détecteur universel) | 120,00 € | 144,00 € |
| Sous total | 120,00 € | 144,00 € |
| Hall | | |
| Carrelage / BABU Willy | | |
| 1 - Murette et grilles | 622,00 € | 746,40 € |
| Sous total | 622,00 € | 746,40 € |
| TOTAL | 65 116,27 € | 78 139,52 € |

M le Maire propose au Conseil Municipal :

- **D'ACCEPTER** le programme des travaux tel que présenté
- **DE SOLLICITER** l'aide de l'Etat au titre de la DETR au taux de 35 % des dépenses HT
- **D'ARRETER** le plan de financement tel que présenté

VOTE :

Le Conseil Municipal à l'unanimité décide :

- **D'ACCEPTER** le programme des travaux tel que présenté
 - **DE SOLLICITER** l'aide de l'Etat au titre de la DETR au taux de 35 % des dépenses HT
 - **D'ARRETER** le plan de financement tel que présenté
-

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 19h45, M le Maire clos la séance

A Saint Julien des Landes, le 24 janvier 2017.

Le Maire

Joël BRET

Signé par : Joël Bret
Date : 24/01/2017
Qualité : Maire de St Julien des
Landes

